

## **I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE EXTÉRIEUR**

### **1) INTRODUCTION**

1. L'économie mexicaine a obtenu d'excellents résultats entre 1997 et 2000, en grande partie grâce à l'expansion de la demande intérieure, du commerce extérieur et de l'investissement. Sur cette période, le taux de croissance du commerce extérieur du Mexique a placé ce pays parmi les 20 premiers Membres de l'OMC, et les investissements étrangers directs ont afflué. Une grande partie de la population a bénéficié de la croissance et le PIB par habitant a atteint 6 000 dollars EU en 2000. Des politiques macro-économiques saines, caractérisées par un taux de change stable, une baisse de l'inflation et un déficit budgétaire modéré ont contribué à ces bons résultats. Toutefois, il aurait été souhaitable de faire plus d'efforts pour réduire le déficit budgétaire compte tenu du dynamisme de l'économie. La situation budgétaire reste exposée aux variations des recettes pétrolières et il y a un important passif éventuel.

2. Depuis la fin de 2000, en raison de la baisse de la demande émanant des États-Unis et du cours international du pétrole, le taux d'expansion du commerce extérieur et du PIB a diminué, ce qui s'est accompagné d'une contraction de l'emploi. La marge de manœuvre monétaire ou budgétaire dont disposent les autorités pour remédier à ce tassement paraît limitée. Par conséquent, la reprise dépendra beaucoup du redressement de l'économie mondiale et en particulier de celle des États-Unis, qui sont de loin le premier partenaire commercial du Mexique.

### **2) RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS**

3. Entre 1997 et 2000, le taux de croissance du PIB réel a été de 5,2 pour cent en moyenne; la croissance a été particulièrement forte en 1997 et en 2000, avec un taux proche de 7 pour cent. Cela a été dû essentiellement à la vigueur de la demande intérieure, et en particulier de la consommation privée, qui a progressé en moyenne de 6,4 pour cent par an, ainsi que du commerce extérieur, les importations augmentant en termes réels de 17,2 pour cent par an en moyenne, et les exportations de 13,4 pour cent. Le dynamisme des exportations est dû en grande partie à la forte croissance enregistrée par l'économie des États-Unis. La part du commerce total dans le PIB est passée de 61 pour cent en 1997 à 65 pour cent en 2000.

4. L'expansion du commerce extérieur de ces dernières années s'est accompagnée d'ajustements structurels et en particulier d'une plus grande ouverture sur l'extérieur. Cela a induit des investissements considérables dans des activités liées à l'exportation: entre 1997 et 2000, l'investissement privé a progressé en moyenne de 10,6 pour cent par an en termes réels. Le produit manufacturier a progressé en moyenne de 6,2 pour cent, toujours en termes réels, ce qui est plus que la croissance globale de l'économie; l'expansion du secteur des services a été du même ordre que la croissance globale, tandis que l'activité agricole et les industries extractives se sont moins développées, avec un taux de croissance respectif de 1,8 et 2,3 pour cent (tableau I.1).

5. Une grande partie de la société a profité des fruits de la croissance. Le PIB réel par habitant a augmenté en moyenne de 3,8 pour cent par an entre 1997 et 2000, pour atteindre 6 000 dollars EU en 2000, et le taux de chômage est tombé de 3,7 à 2,3 pour cent. Malgré ces progrès, la pauvreté et l'inégalité des revenus demeurent des préoccupations majeures pour les autorités mexicaines.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Banco de México (2000).

Tableau I.1  
Principaux indicateurs macro-économiques, 1997-2001

	1997	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>
<b>I. Produit intérieur brut (PIB)</b>					
PIB courant (milliards de pesos)	3 179,1	3 848,2	4 588,5	5 432,4	5 688,5
PIB réel (milliards de pesos 1993)	1 381,5	1 449,3	1 505,0	1 609,1	1 612,9
PIB nominal (milliards de dollars EU)	401,5	421,2	479,9	574,5	602,1
PIB nominal par habitant (dollars EU)	4 288	4 439	4 990	5 893	6 094
Ventilation sectorielle (% du PIB courant)					
Agriculture	5,7	5,3	4,8	4,4	4,2
Industrie	28,6	28,6	28,7	28,4	27,3
Services	65,7	66,1	66,4	67,3	68,5
Ventilation des dépenses (% du PIB courant)					
Consommation totale	74,1	77,8	78,0	78,5	81,0
Privée	64,2	67,4	67,1	67,5	71,1
Publique	9,9	10,4	10,9	11,0	9,9
Investissement total <sup>b</sup>	19,5	20,9	21,2	20,9	19,3
Privé	16,4	18,1	18,3	18,0	17,1
Public	3,1	2,8	2,9	2,9	2,1
Exportations de biens et de services	30,3	30,7	30,8	31,4	28,9
Importations de biens et de services	30,4	32,8	32,4	33,2	30,8
Taux de croissance réels (%)					
PIB total	6,8	4,9	3,8	6,9	0,9
Agriculture	0,2	0,8	3,5	3,4	-0,6
Industrie	9,3	6,3	4,2	6,6	-2,5
Services	6,4	4,6	3,7	7,4	2,5
Consommation totale	6,0	5,0	4,2	8,7	..
Privée	6,5	5,4	4,3	9,5	..
Publique	2,9	2,3	3,9	3,5	..
Investissement total <sup>b</sup>	21,0	10,3	7,7	10,0	..
Privé	23,5	13,8	7,9	10,2	..
Public	10,1	-7,5	6,2	8,6	..
Exportations de biens et de services	10,7	12,1	12,4	16,0	..
Importations de biens et de services	22,7	16,6	13,8	21,4	..
<b>II. Emploi et prix</b>					
Taux de chômage (%)	3,7	3,2	2,5	2,2	2,4
Indice des prix à la consommation (% de variation)	20,6	15,9	16,6	9,5	4,4
<b>III. Monnaie et taux d'intérêt (en fin de période, variations annuelles)</b>					
M1	32,7	19,2	26,1	15,4	9,1
M2	30,1	27,9	21,1	16,2	14,0
M4	25,9	25,9	19,1	15,1	13,7
Taux des effets commerciaux à 28 jours					
Réel	7,8	7,0	11,3	8,1	..
Nominal	24,8	26,9	25,0	17,8	..

.. Non disponible.

a Estimations annuelles fondées sur les chiffres relatifs aux deux premiers trimestres pour la section I; estimations du deuxième trimestre pour le taux de croissance réel du PIB et les indicateurs monétaires.

b Variation des stocks non comprise.

Source: Banco de México et Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI).

6. Depuis la fin de 2000, l'économie mexicaine a dû s'adapter à un environnement extérieur moins favorable, caractérisé par la baisse de la demande des États-Unis et le déclin du prix du pétrole. La récession aux États-Unis et la contraction de la demande intérieure ont touché en particulier le secteur industriel, dont la production et les effectifs ont tous deux diminué; sur les neuf premiers mois de 2001, plus de 200 000 emplois ont été supprimés. Toutes les composantes de la demande globale devraient fléchir en 2001 et l'investissement privé devrait être le plus touché. D'après les chiffres préliminaires relatifs au premier semestre 2001, le commerce extérieur était aussi en décélération; les exportations ont progressé de moins de 2 pour cent par rapport au premier semestre de 2000, et les importations de 3,8 pour cent.

### 3) FINANCES PUBLIQUES

7. La poursuite de l'assainissement des finances publiques a beaucoup stimulé la croissance de l'économie mexicaine ces dernières années. Entre 1997 et 2000, les recettes publiques représentaient entre 20,3 et 23,0 pour cent du PIB; les fluctuations s'expliquent principalement par la volatilité des revenus pétroliers, qui représentent en général un tiers des recettes totales. Face à ces variations, les autorités ont ajusté les dépenses pour tenir les objectifs fixés chaque année dans le Décret budgétaire. La part des droits d'importation dans les recettes fiscales est minime (moins de 3 pour cent des recettes totales en 2000). Sur l'ensemble de la période, le déficit global du secteur public a été maintenu aux alentours de 1 pour cent du PIB (tableau I.2). Toutefois, il faut traiter les indicateurs globaux du solde du secteur public avec prudence, car le Mexique n'emploie pas les normes internationales.<sup>2</sup> Afin d'accroître la transparence et la comparabilité, depuis mai 2001 les autorités ont commencé à publier un indicateur à peu près conforme aux normes internationales, le besoin d'emprunt du secteur public.<sup>3</sup> D'après cet indicateur, le déficit budgétaire s'établissait à 3,7 pour cent du PIB à la fin de 2000, soit nettement moins que les trois années précédentes.<sup>4</sup> À moyen terme, le gouvernement s'est fixé pour objectif de ramener le besoin d'emprunt du secteur public à 1 pour cent du PIB.

---

<sup>2</sup> Les principales différences sont les suivantes: les recettes de privatisation et les plus-values non réalisées sur les réserves internationales, ainsi que sur les opérations de rachat des dettes, sont comptabilisées comme des recettes; la composante inflation du taux d'intérêt sur les obligations indexées n'est pas comptabilisée comme intérêts; les dépenses affectées à certains projets d'investissement public sont comptabilisées au moment où les obligations financières sont réglées et non au moment où l'investissement est réalisé; le coût des opérations quasi budgétaires n'est pas comptabilisé.

<sup>3</sup> On peut trouver sur le site du Ministère des finances et du crédit public une note méthodologique sur les différences entre la mesure traditionnelle du solde budgétaire et le besoin d'emprunt du secteur public (en ligne à l'adresse <http://www.shcp.gob.mx/>).

<sup>4</sup> Le besoin d'emprunt du secteur public est égal au solde budgétaire mesuré de la façon traditionnelle, après déduction du coût de la restructuration des banques, du coût des mesures d'appui aux débiteurs, du coût de certains projets d'investissement public et des éventuelles recettes de privatisation.

**Tableau I.2**  
**Finances consolidées du secteur public, 1997-2000**  
(En pourcentage du PIB)

	1997	1998	1999	2000
<b>A. Recettes</b>	23,0	20,3	20,8	21,9
Recettes pétrolières	8,4	6,6	6,8	7,9
PEMEX	2,0	2,1	2,2	2,0
État fédéral	5,7	4,4	4,6	5,9
Recettes non pétrolières	14,7	13,8	14,1	13,9
État fédéral	10,1	9,7	10,1	10,1
Recettes fiscales	8,2	8,4	8,9	8,8
Dont				
Impôt sur les revenus	4,3	4,4	4,7	4,7
Taxe à la valeur ajoutée	2,5	2,6	2,8	2,9
Droits d'importation	0,6	0,6	0,6	0,6
Recettes non fiscales	1,9	1,3	1,2	1,3
Entreprises et entités d'État <sup>a</sup>	4,5	4,1	3,9	3,9
<b>B. Dépenses</b>	23,6	21,6	22,0	23,0
Dépenses programmables	16,2	15,5	15,4	15,8
Dépenses courantes	12,8	12,4	12,5	13,2
Salaires et traitements <sup>b</sup>	6,8	6,9	7,3	7,2
Autres dépenses courantes	4,3	3,8	3,5	4,2
Aides, subventions et transferts <sup>c</sup>	1,6	1,6	1,7	1,8
Dépenses d'équipement	3,5	3,1	2,8	2,7
Capital fixe	3,2	2,9	2,6	2,6
Investissement direct	2,4	1,8	1,5	1,4
Investissement indirect	0,8	1,2	1,0	1,1
Investissements financiers et autres	0,3	0,2	0,3	0,1
Dépenses non programmables	7,4	6,1	6,6	7,1
Dépenses financières	4,1	2,9	3,6	3,7
Paieement d'intérêts	2,8	2,6	3,1	2,6
État fédéral	2,3	2,2	2,6	2,1
Entités d'État	0,5	0,4	0,4	0,5
Subventions et aide économique	1,3	0,3	0,5	1,1
Partage des recettes	3,0	3,0	3,1	3,3
Arriérés et autres	0,3	0,3	-0,0	0,1
<b>C. Solde budgétaire (A - B)</b>	-0,6	-1,2	-1,2	-1,1
<b>D. Solde non budgétaire</b>	-0,1	0,0	0,0	0,0
<b>E. Excédent/déficit global</b>	-0,7	-1,2	-1,1	-1,1
Financement extérieur	-0,8	0,5	0,2	-1,1
Financement intérieur	1,6	0,7	1,0	2,2
<b>Pour mémoire:</b>				
Besoin d'emprunt du secteur public <sup>d</sup> (en % du PIB)	-5,6	-6,3	-6,3	-3,7

a Recettes et dépenses après déduction des redevances non fiscales.

b Non compris les cotisations à l'Instituto de Seguridad y Servicios Sociales para los Trabajadores del Estado (ISSTE) (Institut de sécurité et services sociaux pour les fonctionnaires).

c Depuis 2000, les aides sont comptabilisées à la rubrique des autres dépenses courantes et des investissements directs en capital fixe.

d Non compris les recettes non récurrentes.

Source: Ministère des finances et du crédit public et Banco de México.

8. Depuis 2000, le Décret budgétaire comporte des mécanismes d'ajustement automatique qui sont enclenchés lorsque les recettes publiques tombent en dessous du niveau prévu.<sup>5</sup> En particulier, lorsque les recettes pétrolières sont moins élevées que prévu, les autorités procèdent aux ajustements spécifiés dans le règlement du Fonds de stabilisation pétrolier (voir encadré I.1). Si le manque à gagner est inférieur ou égal à 5 pour cent et est dû à des raisons autres qu'une variation du prix du pétrole, l'État est tenu de réduire les dépenses programmables et d'informer le Congrès des secteurs dans lesquels les réductions de dépenses seront faites; si le manque à gagner dépasse 5 pour cent, les dépenses programmables sont réduites et le Congrès doit approuver les secteurs dans lesquels les réductions seront réalisées.

**Encadré I.1: Le Fonds de stabilisation pétrolier**

Le Fonds de stabilisation pétrolier a été créé dans le but de limiter l'impact des variations brutales du cours du pétrole et d'autres facteurs sur les recettes récurrentes, les dépenses publiques et l'économie en général. En vertu de l'article 35 du Décret budgétaire 2000, si les recettes sont plus élevées que prévu, l'excédent doit servir d'abord à rétablir les dépenses budgétaires antérieures de l'année qui auraient été supprimées, puis à amortir la dette publique (60 pour cent du solde) et enfin à alimenter le Fonds de stabilisation pétrolier (40 pour cent du solde).

Au vu des excédents de recettes enregistrés durant les neuf premiers mois de 2000, les autorités ont créé le Fonds de stabilisation le 15 novembre 2000. Les contributions futures à ce Fonds doivent être précisées chaque année dans le Décret budgétaire. Selon l'article 31 du Décret budgétaire 2001, 33 pour cent des excédents devaient être versés au Fonds de stabilisation (le solde servira à assainir les finances publiques et à accroître les investissements d'infrastructure).

Les principales règles qui régissent le décaissement sont les suivantes:

Les dépenses publiques peuvent être financées à hauteur de 50 pour cent des recettes totales accumulées par le Fonds de stabilisation durant l'exercice précédent, conformément aux critères suivants: si le prix effectif du pétrole vendu par le Mexique est plus élevé que prévu, ou inférieur aux prévisions de 1,5 dollar le baril au maximum, il n'y a pas de décaissement de ressources du Fonds (dans ce cas, l'ajustement budgétaire doit se faire par réduction des dépenses); si le prix effectif du pétrole mexicain est inférieur de plus de 1,5 dollar le baril au montant prévu, on peut alors puiser dans les ressources du Fonds (si le plafond de décaissement est atteint, l'ajustement budgétaire supplémentaire qui pourrait être nécessaire doit se faire par réduction des dépenses).

Les prélèvements sur le Fonds de stabilisation doivent servir à financer des dépenses prévues dans le budget de l'exercice en cours. Si les ressources du Fonds sont insuffisantes pour couvrir le montant total de ces dépenses, c'est au Ministère des finances qu'il incombe de répartir les ressources en fonction du degré de priorité des différents programmes. En fin d'exercice, toutes les ressources supérieures à 4 milliards de dollars EU sont transférées à un compte spécial du Fonds de stabilisation, qui ne peut pas servir à couvrir des dépenses publiques et sera donc affecté à l'amortissement de la dette.

*Source:* Ministère des finances et du crédit public.

9. L'évolution des finances publiques en 2001 a été déterminée par la décélération de l'activité économique, la hausse du cours du peso, la chute du prix du pétrole, l'accroissement des transferts en faveur des États et des municipalités et la baisse des taux d'intérêt intérieurs et internationaux. Sur les neuf premiers mois, les recettes budgétaires ont été moins élevées que prévu et, par conséquent, différentes dépenses publiques ont été réduites de façon à respecter l'objectif défini dans les lignes directrices de la politique économique pour 2001, qui visent à renforcer la position budgétaire du Mexique.

<sup>5</sup> Article 32 du Décret budgétaire 2001 publié au Journal officiel le 31 décembre 2000.

10. Les autorités considèrent que le poids excessif des recettes pétrolières dans les recettes publiques est une des principales faiblesses de la structure budgétaire. Pour y remédier, elles ont présenté au Congrès en mars 2001 un vaste projet de réforme fiscale, dont les principaux objectifs sont les suivants: accroître les recettes fiscales, réduire le coût du recouvrement, éliminer les obstacles à l'entrée dans l'économie déclarée et réduire la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, notamment au moyen d'une réforme de la TVA. Après de longues négociations au Congrès, un compromis a été adopté pour 2002: l'augmentation des recettes fiscales devrait être moindre que celle souhaitée par les autorités et devrait résulter essentiellement de modifications des impôts sur les revenus et des droits d'accise, ainsi que de l'application d'un nouveau droit d'accise aux biens et services de luxe, plutôt que d'une réforme de la TVA.<sup>6</sup>

11. Le niveau de la dette publique a beaucoup diminué, passant de 32,5 pour cent du PIB en 1997 à 25,9 pour cent à la fin de 2000. Cela a été dû à une nette baisse de la dette extérieure, qui a plus que compensé l'augmentation de la dette intérieure. En conséquence, le service de la dette publique a diminué de quelque 10 points de pourcentage, tombant à 26 pour cent de la valeur des exportations en 2000. La dette extérieure détenue par le secteur privé représentait 11,3 pour cent du PIB à la fin de 2000 (tableau I.3).

**Tableau I.3**  
**Indicateurs d'endettement, 1997-2000**  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	1997	1998	1999	2000
Secteur public	32,5	32,8	30,1	25,9
Dette intérieure	8,2	8,9	9,9	11,2
Dette extérieure	24,3	23,9	20,2	14,7
Dette à moyen ou à long terme	21,0	20,9	18,3	14,0
Dette à court terme	3,3	3,0	1,9	0,7
Secteur privé				
Dette extérieure	13,9	14,4	14,5	11,3
Dette à moyen ou à long terme	11,6	12,3	12,5	9,4
Dette à court terme	2,3	2,1	2,0	1,9
Total de la dette extérieure	38,2	38,4	34,7	26,0
Services de la dette du secteur public (% des exportations)	36,2	21,6	22,5	26,0

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par le Ministère des finances et du crédit public et par le Fonds monétaire international.

#### 4) POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DE CHANGE

12. Le principal objectif de la politique monétaire du Mexique est de réduire durablement l'inflation. La politique monétaire est conduite par la Banque centrale (Banco de México) dans un environnement dans lequel les taux d'intérêt comme le taux de change sont déterminés par le marché. Après l'adoption du régime de taux de change flottant, consécutive à la crise de la balance des paiements de 1994/95, les autorités se sont fondées sur un objectif de croissance de la masse monétaire pour stabiliser l'inflation. Peu à peu, elles ont remplacé ce système par un système consistant à se fixer un objectif d'inflation à ne pas dépasser, qui est actuellement en place. Afin d'accroître la transparence de la politique monétaire, la Banque centrale a commencé de publier des rapports trimestriels sur l'inflation en 2000 et a annoncé des objectifs de taux d'inflation sur plusieurs années. L'objectif de taux d'inflation à moyen terme a été fixé à 3 pour cent pour la fin de 2003, les objectifs intermédiaires étant de 6,5 pour cent pour 2001 et 4,5 pour cent pour 2002. Le taux

<sup>6</sup> Ministère des finances et du crédit public (2002).

d'inflation (variations des prix à la consommation) est tombé de 52 pour cent en 1995 à 9,5 pour cent en 2000 (soit en dessous du plafond de 10 pour cent qui avait été retenu); selon les estimations préliminaires pour 2001, le taux effectif d'inflation devrait être de 4,4 pour cent, soit un peu moins que l'objectif plafond de 6,5 pour cent.

13. Le principal instrument opérationnel de la Banque centrale est le solde des règlements, et non les taux d'intérêt à court terme comme dans la plupart des autres pays qui ont une politique monétaire fondée sur un objectif d'inflation. Selon les autorités, le principal avantage de ce dispositif est que les chocs exogènes qui influent sur le risque-pays sont absorbés par des variations du taux de change et des taux d'intérêt à court terme, sans que la Banque centrale ait à intervenir, si bien que la volatilité du taux de change tend à être moins élevée.

14. Bien que le taux de change soit librement déterminé par le marché, la Banque centrale intervient de deux façons, par l'achat de dollars (au moyen d'options de vente) ou par des ventes de dollars conditionnelles. Le premier mécanisme vise surtout à accumuler des réserves internationales et non à influencer sur le taux de change. Les autorités ont fait observer que, même dans le cadre d'un régime de taux de change flottant, il est souhaitable de préserver un certain niveau de réserves internationales pour renforcer la situation financière du pays, et en particulier pour se prémunir contre le risque de non-renouvellement des crédits.<sup>7</sup> À la fin de 2000, les réserves internationales équivalaient à trois mois d'importations environ. La Banque centrale intervient aussi sur le marché des changes au moyen d'un mécanisme de ventes conditionnelles de dollars, dans le but de modérer la volatilité du taux. Ces interventions ne visent pas à défendre un taux particulier.

15. Depuis le précédent examen de la politique commerciale du Mexique, le taux de change effectif réel du peso s'est sensiblement apprécié (tableau I.4). Selon les autorités, cette appréciation était normale compte tenu de l'assainissement de l'économie. Toutefois, d'après certains observateurs elle pourrait être excessive et due en particulier à une politique monétaire trop restrictive, ce qui à long terme pourrait affecter la compétitivité internationale du Mexique.<sup>8</sup>

## **5) BALANCE DES PAIEMENTS, COMMERCE EXTÉRIEUR ET FLUX D'INVESTISSEMENT**

### **i) Introduction**

16. Depuis 1997, le déficit des opérations courantes a tendance à se creuser. Il est passé de 1,8 pour cent du PIB en 1997 à 3,1 pour cent en 2000. Cela est essentiellement dû à une nette détérioration de la balance commerciale; le déficit des services facteurs et non facteurs a aussi augmenté, mais beaucoup moins vite. La détérioration de la balance commerciale s'explique principalement par une forte expansion des importations de marchandises, induite par une demande intérieure dynamique; en particulier, les importations de biens intermédiaires destinés à la production pour l'exportation ont été très dynamiques; en 2000, elles ont représenté quelque 76 pour cent du total des importations. Les exportations de marchandises ont aussi beaucoup augmenté, mais moins vite que les importations (voir plus loin).

---

<sup>7</sup> Banco de México (2001).

<sup>8</sup> FMI (2001a).

**Tableau I.4**  
**Balance des paiements, 1997-2001**  
(en millions de dollars EU)

	1997	1998	1999	2000	2001 TI
<b>Solde des opérations courantes</b>	-7 448,4	-16 089,8	-14 375,1	-18 079,2	-4 388,1
Balance commerciale	623,6	-7 913,5	-5 583,7	-8 003,0	-2 220,5
Exportations	110 431,4	117 459,6	136 391,1	166 454,8	39 642,1
Dont					
Pétrole et produits dérivés	11 323,2	7 134,3	9 928,2	16 382,8	3 520,9
Produits manufacturés <sup>a</sup>	94 802,2	106 062,3	122 084,5	145 334,2	34 601,6
Importations <sup>a</sup>	109 807,8	125 373,1	141 974,8	174 457,8	41 862,6
Biens de consommation	9 326,0	11 108,5	12 175,0	16 690,6	4 531,2
Biens intermédiaires	85 365,7	96 935,2	109 269,6	133 637,3	31 608,7
Biens d'équipement	15 116,1	17 329,4	20 530,1	24 129,9	5 722,7
Services facteurs, nets	-12 789,5	-13 283,7	-13 305,9	-14 746,5	-4 016,0
Recettes	4 560,4	5 047,1	4 516,8	6 090,7	1 523,1
Intérêts	3 749,6	4 034,3	3 735,7	5 024,5	1 255,0
Autres revenus des facteurs	810,8	1 012,8	781,1	1 066,2	268,1
Dépenses	17 349,9	18 330,8	17 822,7	20 837,2	5 539,1
Dont					
Intérêts	12 436,2	12 499,7	13 018,2	13 981,3	3 710,0
Services non facteurs, nets	-529,9	-904,9	-1 798,7	-2 323,4	-275,2
Recettes	11 270,1	11 522,6	11 692,0	13 712,3	3 590,4
Transport	1 416,9	1 433,1	1 342,6	1 369,3	344,6
Tourisme	5 747,6	5 633,3	5 505,7	6 435,4	2 009,3
Tourisme frontalier et croisières	1 845,0	1 859,8	1 717,2	1 858,8	484,4
Autres services non facteurs	2 260,6	2 596,4	3 126,5	4 048,8	752,1
Dépenses	11 800,0	12 427,5	13 490,6	16 035,7	3 865,6
Fret et assurance	3 312,4	3 699,1	4 109,2	5 006,4	1 218,8
Transports divers	1 694,6	1 602,8	1 664,9	1 983,1	428,5
Tourisme	1 821,2	2 001,9	1 950,4	2 444,9	561,8
Tourisme frontalier et croisières	2 070,7	2 207,2	2 590,9	3 054,2	759,7
Autres services non facteurs	2 901,1	2 916,4	3 175,3	3 547,0	896,7
Transferts	5 247,4	6 012,4	6 313,1	6 993,7	2 123,5
Recettes	5 272,9	6 039,5	6 340,0	7 023,1	2 124,6
Dépenses	25,5	27,1	26,9	29,4	1,1
<b>Comptes de capital</b>	15 762,7	17 652,1	14 385,6	18 044,2	8 063,8
Investissement étranger direct	12 829,6	11 602,4	11 964,6	13 286,1	3 596,9
Investissement de portefeuille	5 037,1	-579,2	10 965,0	-2 224,6	1 719,2
Prêts et dépôts	-8 819,7	6 197,4	-4 539,3	-560,5	2 964,7
Autres actifs financiers, nets <sup>b</sup>	6 715,8	431,5	-4 004,7	7 543,2	-217,0
Erreurs et omissions	2 179,4	574,6	583,2	2 856,5	804,9
Ajustements d'évaluation	17,8	1,5	-1,4	2,7	3,6
<b>Variation des réserves nettes (- = augmentation)</b>	-10 511,5	-2 138,4	-592,2	-2 824,2	-4 484,2
<b>Pour mémoire:</b>					
Prix du pétrole brut (moyenne en dollars EU le baril)	19,27	13,07	17,98	28,21	26,78
Taux de change (pesos pour 1 dollar EU)	7,92	9,14	9,56	9,46	9,70
Taux de change effectif réel (1990=100) <sup>c</sup>	86,0	84,8	77,9	69,1	67,2
Réserves internationales (en mois d'importations)	3,1	2,9	2,6	2,3	2,7

a Y compris le secteur des *maquiladoras*.

b Comptes de capital actifs.

c Sur la base de l'indice des prix à la consommation; 111 partenaires commerciaux pris en compte. Une baisse de l'indice indique une appréciation du peso en termes réels.

Source: Banco de México et Fonds monétaire international.



17. Le déficit persistant de la balance des services facteurs est dû essentiellement aux paiements d'intérêts qui, malgré la réduction de la dette extérieure (voir section 3)), ont légèrement augmenté entre 1997 et 2000. Le déficit des services non facteurs s'est beaucoup creusé, passant de 530 millions de dollars EU en 1997 à plus de 2 300 millions de dollars EU en 2000. Cela s'explique par le fait que les exportations de services non facteurs ont peu progressé, tandis que les importations, en particulier de services de fret et d'assurance et de services touristiques, ont beaucoup augmenté (voir section iii) ci-après).

18. Le seul poste de la balance courante qui a été toujours positif sur la période est le poste transferts. En 2000, les transferts nets ont atteint quelque 7 000 millions de dollars EU, ce qui représente 87 pour cent du déficit commercial. L'essentiel de ces transferts correspond aux envois des fonds des Mexicains résidant à l'étranger.

19. La détérioration du solde des opérations courantes entre 1997 et 2000 a en général été compensée par l'excédent du compte de capital; l'investissement étranger direct a été la principale source de financement. En fait, l'excédent des mouvements de capitaux a permis d'accroître les réserves de change (tableau I.4).

## ii) Évolution du commerce de marchandises

20. L'expansion du commerce de marchandises depuis le milieu des années 90 a beaucoup contribué au dynamisme de l'économie mexicaine jusqu'en 2001. Entre 1997 et 2000, le commerce de marchandises a crû en moyenne de 17,1 pour cent par an, la croissance des importations étant légèrement supérieure à celle des exportations (19,4 pour cent et 14,7 pour cent respectivement).<sup>9</sup> Les importations de produits tant agricoles que manufacturés ont beaucoup augmenté mais, en raison de la vigueur du secteur manufacturier, la part des produits manufacturés dans le total des importations a augmenté de 3 points de pourcentage pour atteindre 86,5 pour cent du total en 2000 (tableau AI.1). Les importations de machines et d'équipements de transport ont représenté la moitié des importations de marchandises et, dans cette catégorie de produits, les importations de machines de bureau et d'équipements de télécommunication, ainsi que de produits du secteur automobile, ont été particulièrement dynamiques.

21. L'évolution des exportations de marchandises a été similaire, la part des produits manufacturés augmentant de quelque 3 points de pourcentage pour atteindre 83,4 pour cent du total en 2000 (tableau AI.2). En raison surtout de la proximité géographique avec les États-Unis, et du programme de transformation en franchise de douane appliqué par le Mexique (*maquiladora*), qui ont stimulé les échanges intrabranches et intra-entreprises, les principales industries d'exportation du Mexique sont aussi les principales industries d'importation (chapitre IV 4)). Il n'est donc pas étonnant que la croissance des exportations d'équipements de bureau et de télécommunication ait été particulièrement vive (20,5 pour cent du total des exportations en 2000); la contribution de l'industrie automobile et celle des textiles et vêtements au total des exportations sont restées à peu près stables, 18 et 7 pour cent respectivement. Les exportations de produits énergétiques, essentiellement du pétrole brut, représentent une part importante des exportations du Mexique mais sont assez variables.

---

<sup>9</sup> Ces chiffres se fondent sur les statistiques commerciales communiquées par le Mexique à la base de données Comtrade de l'ONU; les importations de marchandises déclarées pour 2000 paraissent dépasser sensiblement le chiffre indiqué dans le tableau de la balance des paiements, selon lequel les importations de marchandises auraient progressé en moyenne de 16,7 pour cent par an.

22. Les États-Unis ont été de loin le principal fournisseur du Mexique, même si leur part a légèrement diminué, passant de 74,3 pour cent en 1997 à 73,1 pour cent en 2000 (tableau AI.3). Sur cette période, les importations provenant du continent américain ont représenté quelque 78 pour cent du total, la part du Canada, du Brésil et du Chili ayant tendance à augmenter un peu. Parmi les pays d'Europe, l'Allemagne et l'Italie sont les principaux fournisseurs de marchandises, avec une part respective de 3,2 et 1,3 pour cent des importations en 2000. Le Japon est toujours le principal fournisseur asiatique (4 pour cent du total environ), et la République de Corée et la Chine ont nettement accru leur part de marché.

23. Entre 1997 et 2000, les États-Unis ont consolidé leur position de premier débouché pour les exportations du Mexique, leur part dans le total des exportations mexicaines augmentant de quelque 4 points de pourcentage pour atteindre environ 89 pour cent en 2000 (tableau AI.4). Les exportations vers les pays d'Amérique non membres de l'ALENA ont progressé beaucoup plus lentement et leur part dans le total des exportations mexicaines est tombée de 6,5 à 4,1 pour cent. Les exportations vers l'Asie ont aussi beaucoup diminué et leur part est tombée de 2,7 à 1,4 pour cent. Le poids des pays d'Europe est resté à peu près le même, soit un peu moins de 4 pour cent. Le Canada est le deuxième pays acheteur de produits mexicains, absorbant quelque 2 pour cent des exportations. En dehors de l'ALENA, aucun pays n'absorbe plus de 1 pour cent des exportations mexicaines.

### **iii) Commerce des services non facteurs**

24. Entre 1997 et 2000, le commerce des services non facteurs a progressé en moyenne de 8,8 pour cent par an (ce qui est nettement moins que la croissance du commerce de marchandises). Cette expansion a été due principalement au dynamisme des importations et a entraîné, comme nous l'avons mentionné plus haut, un creusement du déficit des échanges de services non facteurs du Mexique. Le commerce des services non facteurs est assez modeste comparé au commerce de marchandises.

25. En 2000, les services de fret, d'assurance et de transport représentaient quelque 43 pour cent des importations de services non facteurs et les dépenses touristiques quelque 34 pour cent. La solidité du peso et la bonne conjoncture nationale expliquent en grande partie la hausse des dépenses touristiques, dont le montant est passé de 2,9 milliards de dollars EU en 1997 à 5,5 milliards de dollars EU en 2000. Pour ce qui est des exportations, la principale source de recettes a été le tourisme, qui en 2000 a produit 60 pour cent des exportations de services non facteurs. Malgré l'expansion du commerce de marchandises, les exportations de services de transport ont légèrement diminué sur la période, tant en valeur qu'en proportion du total des exportations (tableau I.4).

### **iv) Investissement étranger direct**

26. Le Mexique est resté l'un des principaux pays en développement destinataires de l'IED. Entre 1997 et 2000, il a continué d'absorber d'importants flux d'IED, qui ont couvert une grande partie du déficit des opérations courantes. Sur cette période, les flux d'IED représentaient en moyenne 2,7 pour cent du PIB. Entre 1994 et 2000, les principaux secteurs de destination de l'IED ont été les suivants: industrie manufacturière (62 pour cent du total des flux); services financiers (14 pour cent); et commerce (11 pour cent). L'IED a augmenté dans presque tous les secteurs, mais à partir d'un niveau très bas dans les industries primaires, les services d'utilité publique et la construction (tableau AI.5). Les principaux pays d'origine des flux d'IED ont été les États-Unis (63 pour cent du total), les Pays-Bas (8,5 pour cent) et le Canada et le Japon (4,3 pour cent chacun) (tableau AI.6). Ces dernières années, le Mexique est lui-même devenu une importante source d'investissements directs à l'étranger.

**6) PERSPECTIVES**

27. En raison du fléchissement de l'économie mondiale, l'activité économique a été plus faible que prévu en 2001; on s'attend à ce que le taux de croissance soit nul au mieux. Le taux d'inflation a été de 4,4 pour cent en 2001, ce qui est nettement inférieur au plafond de 6,5 pour cent adopté par les autorités. À l'exception de la consommation privée, qui devrait croître de 2,9 pour cent en termes réels, toutes les composantes de la demande globale devraient fléchir en 2001 et en particulier l'investissement privé et les exportations (de 5,8 et 3,8 pour cent respectivement). Les importations devraient aussi diminuer de quelque 4 pour cent.

28. Pour 2002, dans un contexte caractérisé par une grande incertitude internationale, on s'attend à ce que l'économie mexicaine enregistre un taux de croissance réel de 1,7 pour cent et que le taux d'inflation ne dépasse pas le plafond de 3 pour cent. L'investissement devrait être la composante la plus dynamique de la demande globale, en raison de la baisse des taux d'intérêt et du lancement de projets d'investissement public. Le déficit du secteur public devrait rester faible, de l'ordre de 0,65 pour cent du PIB, mais compte tenu de l'accroissement des dépenses d'investissement publiques qui ne sont pas comptabilisées dans la présentation traditionnelle des comptes publics, le besoin d'emprunt du secteur public devrait augmenter pour atteindre 3,65 pour cent du PIB. Le taux de croissance des importations de biens et de services devrait être de 1 pour cent et celui des exportations de biens et de services de 2,4 pour cent.